

STATUTS

OBJET, COMPOSITION, COTISATION

Article 1 : Sous la dénomination **Réalités du Dialogue Social**, il est constitué une Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par les présents statuts.

Article 2 : **OBJET.**

Réalités du Dialogue Social a pour objet de permettre à ses membres :

- de disposer d'un lieu de rencontre privilégié et d'un espace de discussion et de dialogue indépendant et autonome pour réfléchir aux conditions d'un dialogue social de qualité dans les entreprises et les structures publiques, les branches, ainsi qu'au plan territorial, national, européen et international ;
- de promouvoir les contributions du dialogue social tant auprès des systèmes de formation que des acteurs sociaux.

Les moyens d'action de l'association sont :

- Les événements. A travers des petits-déjeuners, colloques, assises, l'association remplit une mission pédagogique.
- Les cercles d'échanges. L'association offre aux participants un espace de discussion et de dialogue indépendant, en dehors de tous champs des négociations, au bénéfice d'échanges de bonnes pratiques.
- Les documents clés, témoignages et outils concernant le dialogue social.
- Les groupes de réflexion sur des thématiques pertinentes pour la promotion et la diffusion de la culture du dialogue social.
- Des actions de sensibilisation auprès des établissements d'enseignement supérieur.

Article 3 : **SIÈGE SOCIAL.**

Le siège social de l'Association est situé à PARIS 7^{ème}, 219 boulevard Saint-Germain. Il peut être transféré en tout autre endroit par décision du Conseil d'administration, déclarée au préfet.

Article 4 : **DURÉE.**

La durée de l'Association n'est pas limitée.

Article 5 : **COMPOSITION.**

L'association se compose de membres actifs, organisations, personnes morales ou personnes physiques, qui veulent développer l'objet social de l'Association et la soutenir par une cotisation et une participation active.

Article 6 : **ADHESION.**

L'adhésion est matérialisée par l'acquittement d'une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'Assemblée Générale.

Article 7 : **PERTE D'ADHESION.**

La qualité de membre de l'Association se perd :

- par la démission, présentée par écrit ;
- par le non règlement de la cotisation constaté par le Conseil d'Administration ;

- par la radiation prononcée pour juste motif par le Conseil d'Administration, sauf recours de son représentant devant l'Assemblée Générale.

ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 8 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Les membres actifs se réunissent en Assemblée Générale au moins une fois par an et toutes les fois qu'ils sont convoqués par le Conseil d'Administration ou sur demande du quart des membres actifs. Pour participer à l'Assemblée Générale, les adhérents de l'Association doivent être en règle avec le paiement de leur cotisation. Ils peuvent se faire représenter par un autre membre muni d'un pouvoir régulier, aucun adhérent ne pouvant être porteur de plus de trois pouvoirs.

Les membres peuvent participer à l'Assemblée Générale par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans la mesure où ils permettent leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire est réglé par le Conseil d'Administration ; son Bureau est celui du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire est appelée à se prononcer sur le rapport moral qui rendra compte de l'action entreprise et sur le rapport financier sur la gestion et les comptes de l'exercice clos qui sera soumis à son approbation. Elle fixe le montant des cotisations et élit les membres du Conseil d'Administration. Le rapport annuel et les comptes approuvés sont mis chaque année à disposition de tous les membres de l'association. Ils sont adressés à chaque membre de l'association qui en fait la demande.

Pour tout vote, chaque membre a droit à une voix.

Les votes se déroulent par collège. Celui des personnes morales dispose de 90 % des droits de vote représentés à l'Assemblée Générale, celui des personnes physiques dispose de 10 % des droits de votes représentés à l'Assemblée Générale. Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions ne sont pas comptabilisées comme suffrages exprimés, de même que les votes blancs ou nuls en cas de scrutin secret.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

L'Assemblée pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection ou au renouvellement des membres du Conseil d'Administration sur proposition du Bureau. Le vote sur l'élection des candidats au conseil d'administration est organisé à l'intérieur de chaque collège pour le(s) candidats du collège en question. Seront élus les candidats ayant obtenu au moins 50 % des voix dans la limite de 2 issus du collège des personnes physiques et de 20 au total, et dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenues dans chacun des deux collèges. Dans cette limite de 20 administrateurs au total, 2 au maximum pourront être élus, au titre de personnalités qualifiées, par les deux collèges réunis.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le Président de séance. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'association.

Article 9 : CONSEIL D'ADMINISTRATION – BUREAU.

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 20 membres actifs au plus.

Les membres du Conseil d'Administration sont des personnes physiques proposées par des membres actifs et agréés par le Bureau sortant. 4 au plus sont désignés pour représenter l'association en Région.

Ils sont élus par l'Assemblée Générale pour une durée de 3 ans renouvelable. En cas de démission d'un membre du Bureau, le Conseil d'Administration pourra coopter un remplaçant pour le temps restant du mandat du démissionnaire.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un Président et un Bureau composé d'au moins un Vice-Président et d'un Trésorier.

Les membres peuvent participer au Bureau et/ou Conseil d'Administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans la mesure où ils permettent leur identification et leur participation effective à une délibération collégiale.

En cas de partage des voix tant au Bureau qu'au Conseil d'Administration, la voix du Président est prépondérante.

Article 10 : POUVOIR ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation du Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La moitié de ses membres (présents ou représentés) est nécessaire pour la validité des délibérations.

Le vote par procuration est autorisé. Chaque administrateur ne peut détenir qu'un pouvoir.

Il est tenu un Procès-Verbal des séances signé par le Président et un membre du Bureau.

Le Conseil d'Administration a qualité pour prendre, dans le cadre des directives de l'Assemblée Générale, toutes décisions tendant à la réalisation des objectifs définis aux présents statuts.

Le Conseil d'Administration rend compte à l'Assemblée Générale de ses travaux, arrête les comptes annuels, prépare le budget prévisionnel et les soumet à son approbation et exécute ses décisions. Il peut déléguer au Bureau telle partie de ses pouvoirs qu'il jugera utile.

Les membres du Conseil d'Administration, ainsi que toute personne appelée à assister à ses réunions, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et de celles données comme telles par son Président.

Article 11 : POUVOIR ET FONCTIONNEMENT DU BUREAU.

Le Bureau assure le fonctionnement permanent de l'Association, prépare les décisions du Conseil d'Administration, présente à l'Assemblée Générale les candidatures au Conseil d'Administration et prend toutes mesures nécessaires dans l'intervalle des réunions de ce dernier.



Le Bureau se réunit sur convocation du Président ou à la demande du tiers de ses membres. La présence de la moitié de ses membres est nécessaire pour la validité des délibérations.

Article 12 : REPRESENTATION EN JUSTICE.

L'Association est représentée en justice, tant en demande qu'en défense et dans tous les cas de la vie civile, par son Président ou par tout autre membre du Bureau désigné par le Président. Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits civils.

Article 13 : RESSOURCES.

Les ressources de l'Association se composent essentiellement des cotisations de ses membres. Elles peuvent provenir également :

- de subventions qui pourraient lui être accordées,
- de recettes provenant de Fonds de dotation,
- de recettes provenant de prestations ou de contributions ponctuelles,
- de recettes diverses provenant de la vente des publications, sans que les recettes puissent affecter le caractère d'une exploitation commerciale,
- de dons ;
- de bonis provenant des rencontres organisées par l'Association.
- de l'intérêt des fonds placés et de toutes autres ressources autorisées par la loi.

Article 14 : EXERCICE FINANCIER.

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et prend fin le 31 décembre de chaque année.

CHANGEMENT, MODIFICATION, DISSOLUTION
--

Article 15 : Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration ou du dixième des membres de l'association. Dans ce dernier cas, la proposition est soumise au Conseil d'Administration deux mois avant la séance de l'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire au moins le quart des membres en exercice doit être présent. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est de nouveau physiquement réunie à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article 16 :

L'association ne peut être dissoute que par l'Assemblée générale. Les modalités de proposition de la dissolution et de convocation de l'Assemblée sont celles prévues à l'article précédent.

A cette Assemblée, plus de la moitié des membres en exercice doivent être physiquement présents.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est réunie de nouveau à quinze jours au moins d'intervalle. Elle peut alors valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Article 17 : En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'Association seront dévolus conformément aux règles légales.
Un Président provisoire élu par l'Assemblée Constitutive remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi du 1^{er} juillet 1901.

B

